

déjà dû avoir engagé dans ce domaine des travaux qu'elle aurait pu poursuivre. A vrai dire, elle a fait de très bonnes affaires jusqu'ici. Mais maintenant, le gouvernement prend l'argent des contribuables pour acheter cette société à un prix exorbitant et il trouve cela normal. Même le président de Petro-Canada dit que nous sommes tellement endettés que nous devons puiser dans les poches des gens pour payer ce prix qui dépasse de loin ce que vaut la société. On aurait compris que le gouvernement paie un peu plus que la valeur nette de la société, mais certainement pas un montant aussi exorbitant.

Au début de l'Empire romain, le gouvernement appliquait une excellente politique fiscale qu'il appelait *fiscus*, ce qui signifie en français «sacs d'argent». Sous la Rome antique, le *fiscus* était un panier d'osier. L'empereur gardait ces paniers à proximité et lorsqu'il voulait s'acheter une nouvelle lyre ou payer la prime d'assurance incendie ou entreprendre un voyage, il puisait dans le panier le plus proche. Puis, lorsqu'il levait le tribut sur son peuple, il regarnissait ainsi les paniers. Voilà ce qu'on appelle un budget équilibré; il ne dépensait pas tout son argent. Il ne prenait pas tout le contenu d'un panier pour se lancer dans une orgie de dépenses, envoyer de l'argent à d'autres pays et faire des voyages. Il vivait selon un budget équilibré.

Les paniers sont inutiles au gouvernement, monsieur l'Orateur. Voilà des années qu'ils sont vides, mais le gouvernement continue à emprunter sur le crédit du pays pour les remplir. Il n'a pas encore appris à restreindre ses dépenses, toutefois, et à vivre selon ses moyens. Il a continuellement un déficit de 13 milliards de dollars. Les gens en ont assez de sa façon d'agir et je les comprends.

Le bill à l'étude est un bon exemple de la politique du gouvernement. C'est une mise en garde à l'intention des Canadiens pour leur dire que le gouvernement n'a pas encore appris à vivre selon ses moyens, à restreindre ses dépenses, à comprimer la Fonction publique, au besoin, et à cesser de dépenser de l'argent qu'il n'a pas, ce qui l'oblige à emprunter à des taux d'intérêt exorbitants.

Sous la direction du premier ministre actuel, la galère libérale vogue à la dérive, sans gouvernail, sans compas et sans ancre. Le gouvernement ne sait pas où il va, mais il continue à fonctionner grâce à des emprunts. Il s'attend à ce que les Canadiens paient la note et gardent le sourire.

Les Canadiens en ont assez, monsieur l'Orateur. Il est temps que le gouvernement prenne conscience de la réalité et comprenne qu'il ne peut pas continuer à diriger le pays sans plan, sans compas, sans ancre, sans gouvernail et en empruntant simplement de l'argent n'importe quand.

A mon avis, les députés ne devraient pas autoriser le gouvernement à emprunter 14 milliards de dollars. Ce serait criminel, surtout si cela se fait selon les dispositions prévues dans le bill à l'étude. Le gouvernement n'a même pas promis de créer de nouveaux moyens de production. Il va se contenter de l'état de choses existant.

Comme je l'ai déjà dit, monsieur l'Orateur, j'ai beaucoup d'admiration pour Steve Podborski. Il est fort rapide en descente, mais le pays dévale la pente encore plus vite sous la direction des libéraux. Il serait grand temps de nous éveiller. Nous ne pouvons pas continuer de vivre à crédit. Il serait temps de rembourser nos dettes et de nous remettre à vivre selon nos moyens. Nous ne pouvons pas demeurer exportateurs

de matières premières, il faudrait créer un climat qui encourage les gens à placer leur argent chez nous pour relancer l'industrie.

Il n'y a pas de meilleur encouragement que de dire aux gens qu'ils pourront faire de l'argent en plaçant leur argent ici. Au contraire, nous parlons de canadienisation ou de nationalisation. Nous disons: «Si vous réussissez, nous allons vous enlever ce que vous avez. Si vous réussissez, comme l'Alberta a réussi, nous allons vous pourchasser, vous forcer à partir.» Voilà ce qui se passe sous le gouvernement actuel. C'est à rougir d'être Canadien.

Des voix: Bravo!

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, c'est la première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole dans cette enceinte depuis le débat d'urgence sur l'économie qui a marqué l'ajournement de décembre. Je suis allé à l'étranger, monsieur l'Orateur. La façon dont le gouvernement se tortille, la façon dont il traite les problèmes du pays nous donne l'envie de changer d'air. J'ai été enchanté de visiter des pays comme le Kenya, et de voir comme les choses fonctionnent vraiment là-bas. Il n'y a rien de commun entre ce qui se passe au Kenya et ici, à moins bien sûr de parler de la faune qui trône sur les banquettes gouvernementales.

Mme Bégin: Et la république Sud-Africaine?

M. Crosbie: J'en parlerai tantôt, et du Brésil également. Je parlerai de l'univers entier, si la Chambre veut m'en donner le temps. Pour en revenir au Canada, madame le Président...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je préfère qu'on m'appelle M. l'Orateur.

● (1540)

M. Crosbie: Il me répugne d'être rappelé à l'ordre par les sexistes d'en face, monsieur l'Orateur. Je le répète, je ne tiens pas compte du sexe de l'Orateur. Je ne m'en soucie guère. Je respecte l'Orateur qui occupe le fauteuil, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme, ou quel qu'il soit.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Toutefois, nous examinons le bill concernant le pouvoir d'emprunt. J'ai quelque peu perdu le fil de mes idées, monsieur l'Orateur. Tout d'abord, je voudrais remercier mon collègue, le député de Calgary-Centre (M. Andre), qui s'est si bien occupé de mes affaires lorsque je me suis absenté durant trois ou quatre semaines pour approfondir mes connaissances.

M. Fox: Cela a pris peu de temps.

M. Crosbie: Je voudrais également remercier le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn), notre critique financier, qui a admirablement rempli ses fonctions en travaillant avec acharnement, de façon intelligente et résolue. C'était très consolant de savoir que je pouvais partir et qu'on ne remarquerait même pas mon départ. En fait, cela m'a aussi causé une grande déception. Quoi qu'il en soit, ces deux messieurs m'ont merveilleusement remplacé pendant mon absence et je tiens à les en remercier.

Cette mesure a d'abord été présentée à la Chambre le 16 janvier par le ministre des Finances (M. MacEachen), lorsqu'il a tenté de la camoufler dans le bill tendant à modifier la loi de l'impôt sur le revenu. Le ministre, un vieux renard qui s'y entend—tout le monde parle de la sagacité du vieux maître de